

Réunion du vendredi 3 novembre 2017
organisée par M le maire de Belvès (Ch. Léothier)

Membres participants : Ch. Léothier (maire de Belvès) M. J Jacques Brouillet (maire de monsempron Libos) Mme Marie Costes (Conseillère Régionale) M. le maire de Loubejac ; M. le maire de Montayral ; maire de Sauveterre la Lémance ; M. J Jacques Klein (adjoint au Mairie de Saint Front S/Lémance) ; Jean Louis Martinet (Président de Périgord Rail plus) M. Vilatte (Bureau Périgord Rail Plus) ; représentant commune de Niversac ; M. Jean Louis Costes (maire de Fumel) ; M Eric Grasset (maire de Condezaygues) ; Jacques Valadié (Bureau Codeliapp) ; Mme Sylviane Arnac (Co présidente Codeliapp) ; J Pierre Jolly (Co président Codeliapp) *[liste non complète]*
24 participants au total

En préambule M. le maire de Belves remercie les participants à cette séance et indique que l'objet de la réunion résulte de l'annonce officielle de sérieuses menaces sur la pérennité de la ligne Agen Périgueux ; il invite Jean François Martinet à commenter les récentes informations qui ne sont pas de bonne augure concernant cette ligne.

Une carte des limitations de vitesse est projetée avec des projets de réduction à 60 km/h sur deux tronçons à Siorac en Périgord et entre Penne d'agenais et Laroque Timbaut, avec comme corollaire un allongement de 9 minutes sur la durée du trajet (Agen Périgueux).

Ce que l'on peut craindre c'est, d'abord un ralentissement à 80 km/h, puis un deuxième à 60 km/h, avec enfin une réduction à 40 km/h et, en cas d'absence de travaux de rénovation, un risque d'interruption du trafic dans les deux années suivantes.

La Région a demandé un audit, qui vient de rendre ses conclusions et au terme duquel seraient préconisés 4 fermetures :

l'axe Bergerac/Libourne/Sarlat ; 2 lignes dans le Limousin (Angoulême/Limoges/Brive) ; enfin, Agen Périgueux ; mais, à ce jour, une issue favorable au maintien serait espérée pour l'axe Bergerac/Libourne/Sarlat.

S'agissant de l'audit, il est précisé que cette étude consiste uniquement en un constat technique sur l'état du réseau ; au terme de cette étude, il est estimé un cout de 1,3 milliard d'euros pour remettre en état toutes les lignes de la Région.

M. Léothier (*maire de Belvès*) rappelle qu'au moment où le guichet de la gare de Belvès a été supprimé, il avait demandé à la SNCF le matériel nécessaire lui permettant d'assurer la vente de billets en mairie, ce qui a pu être réalisé certes ; par contre, aucune de ses demandes auprès de la Région, n'avait reçu de réponses, ceci lui ayant donné l'impression qu'il n'avait aucun poids en tant que maire.

M. Léothier suggère que chacune des communes concernées (riveraine de la ligne, ou opposée à la disparition de la ligne) institue le principe de tenir un conseil municipal non pas à la mairie mais devant la gare rattachée à la commune.

Selon J. F. Martinet (*Périgord Rail Plus*), il y a lieu de craindre que la fermeture (de la ligne) soit graduelle ; à savoir que la stratégie de la SNCF serait de fermer des tronçons (ex Périgueux/Siorac) de façon à anémier le trafic et avoir ainsi une meilleure latitude pour la fermer définitivement.

Marie Costes (*Conseillère Régionale*) souligne que le maintien de la ligne est indispensable au désenclavement de la Région (du Fumélois), sachant déjà que la SNCF préconise (récent audit) de fermer 60% des guichets sur l'ensemble de la Région.

Un participant rappelle que les travaux de l'axe Le Buisson/Libourne/Bergerac ont coûté 92 millions d'euros mais dans ce cas La Région et la SNCF avait beaucoup d'élus en face d'eux !

Il faut également savoir que ces décideurs (Région et SNCF) ne sont pas prêts à faire d'efforts pour la sauvegarde de ces lignes menacées.

Selon M. Brouillet, sachant que la ligne récemment restaurée dans la Région Midi Pyrénées (ligne Oloron Sainte Marie/Bedous) a vraisemblablement bénéficié des crédits nécessaire ayant permis son sauvetage (réouverture en juin 2016) ; le projet avait été évalué à 122 millions d'euros ; la Région a investi 100 millions d'euros dans ce tronçon.

Il serait bon qu'une délégation d'élus se rende sur place pour faire un point et savoir par quelle opération, et avec quel financement, une issue favorable a pu être trouvée.

Jean L. Costes (*maire de Fumel*) intervient et confirme comme cela a déjà été dit tout à l'heure que la tactique de ces décideurs, qui est à craindre, c'est bien sur une fermeture par tronçons, pour mieux diviser, sachant que la politique de la SNCF est celle du tout "TGV" ; il lui paraîtrait utile de se fédérer en groupe d'élus.

Il faut savoir aussi que lors du dernier *Contrat de Plan Région*, la majorité des crédits ont été alloués à Bordeaux.

Un autre maire participant à la réunion souligne qu'il faut travailler sur le fond avec des éléments techniques solides, pour être mieux armés dans les échanges à venir..

Sur ce point, J Louis Costes souligne que sur le plan technique "nous, élus, sommes toujours perdants ; ce qu'il faut, c'est infléchir la volonté politique".

Marie Costes rajoute que c'est le rapport de force qui compte.

D'après J. F. Martinet, Il ressort d'une première estimation que la remise en état de la ligne (*Agen Périgueux*) pourrait être estimée entre 100 et 150 millions.

M. J M Drouillet intervient pour dire qu'il conviendrait, en tout premier lieu, de demander à être reçus ; si cette option ne devait pas porter ses fruits, il conviendra ensuite d'aviser la conduite à tenir .

J. F Martinet ajoute qu'il ressort du dernier contrat de performance, qu'il y aurait 6 000 kms de lignes (en sursis) comme la notre ; et, que selon un récent propos de la ministre "on ne peut pas mettre tant d'argent pour peu de personnes".

M. le maire du Buisson, indique qu'à sa connaissance, les études techniques se font en duo : La Région et la SNCF et que pour la ligne Oloron Ste Marie/Bedous le coût final des travaux aurait été presque doublé par rapport à l'estimation initiale.

Il faut demander un rendez vous rapide et insister pour que l'ensemble des élus soit reçu, c'est un préalable, et avec les associations d'usagers (M J F Drouillet).

Selon M. Léothier, il y aura lieu de fixer, avant l'entrevue ce qui doit être demandé (ex : nature des ralentissements) et il faudrait un engagement avant les prochaines élections régionales ainsi qu'une inscription dans le prochain Contrat de Plan.

J L Costes précise qu'il s'agit bien d'un choix politique d'engagement de la politique des territoires

Le résultat de l'audit a semblé t il été volontairement tu, pour ne pas soulever de vagues.

Il serait également utile d'associer les présidents des Conseils départementaux (*un participant*)

A. Rousset avait acté dans son programme le ré équilibrage des territoires (*un autre participant*)

Selon J L. Costes, il serait également utile de se faire appuyer par les représentants des chambres économiques ; car dans les thèmes de développement économique, il est reconnu que le ferroviaire est reconnu comme indispensable.

M. Léothier (*maire de Belvès*) demande si on est d'accord sur l'envoi de la lettre qu'il est projeté d'adresser au Président de Région (*cf au bas de la note*) et de quelle façon, sous quelle forme ?.

Une majorité de participants se prononce pour un envoi individuel (chaque maire) et le même jour pour que cela ait plus de poids et non pas un document unique qui serait signé par l'ensemble des élus.

Marie Costes (*Conseillère Régionale*), précise, pour sa part, qu'elle interviendra, si toutefois elle a une copie de cet envoi.

J F Martinet (*Périgord Rail Plus*) précise que tous les élus doivent envoyer le même lettre.

J. Valadié (*Codeliapp*) ajoute qu'il serait bon de rappeler à la Région qu'elle a déjà sauvé une première fois cette ligne, en 2002 et qu'il serait dommage de la sacrifier maintenant.

Le fait que nous soyons deux départements à intervenir peut constituer un atout positif. (*représentant du Buisson*).

Il serait bon qu'après cette réunion il y ait une rencontre avec les chambres consulaires (J. F. Martinet).

Il est également jugé que, au bas du courrier transmis dans les jours qui suivent (avant la mi novembre) au Président de la Région , il soit mentionné "copie adressée aux présidents des Conseils départementaux concernés".

Enfin, avant de conclure, M. Léothier (*maire de Belvès*) fixe la date de la prochaine réunion **le jeudi 30 novembre à 18 heures au même endroit (mairie de Belvès)**.

Cpte rendu : Jean Pierre Jolly

* * *

Projet de lettre pour demande de RV à la Région

Monsieur le PRÉSIDENT,

Depuis 2002 et la prise de la compétence sur les TER, chaque habitant de notre Région a pu observer les évolutions très favorables du transport public ferroviaire en Aquitaine grâce aux engagements forts que vous avez impulsés. La ligne Périgueux – Agen en a été bénéficiaire.

Néanmoins, depuis quelques années on constate sur cette liaison une baisse de fréquentation provoquée par la création de ruptures de charge à Périgueux, la dégradation des correspondances à Agen, Périgueux et Le Buisson ainsi que la mise en place d'horaires inadaptés aux besoins. A cela viennent de s'ajouter des limitations de vitesse provoquées par un entretien insuffisant qui dégradent sérieusement les temps de trajets et annoncent une disparition programmée.

La très faible fréquentation des cars de remplacement lors des défaillances ferroviaires prouvent, s'il en était besoin, l'inefficacité de cette solution pour nos territoires. Cette ligne ferroviaire peut venir s'intégrer à vos souhaits d'orienter la Nouvelle Aquitaine vers un futur durable dans le cadre de la COP 21. Nous souhaitons que nos territoires ruraux ne soient pas exclus de ces projets d'avenir.

L'intérêt de cet axe pour l'avenir des territoires enclavés qu'il dessert est indéniable. Il en va de même pour leurs habitants, par ailleurs contribuables à part entière, non seulement dans tous les aspects de la vie quotidienne mais aussi pour que la population garde un sentiment fort d'appartenance à une Région qui avance plutôt qu'une impression d'abandon.

Les Conseils Municipaux des Communes disposant d'une gare sur cet axe, et à travers eux, les Communes voisines et les EPCI, ont voté une motion qui va dans ce sens et recueille l'accord des associations d'usagers.

Devant les risques de fermeture de la ligne, les Maires et les usagers souhaitent vous rencontrer dès que possible pour définir avec vous un avenir motivant à cette liaison ferroviaire et donner une impulsion déterminante à nos territoires ruraux.

En vous remerciant de l'intérêt que vous voudrez bien porter à cette requête, nous vous prions, Monsieur le PRÉSIDENT, de croire en nos sincères sentiments.